

MK/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2008- 139 /PRES
promulguant la loi n° 015-2007/AN du
18 octobre 2007 portant autorisation de
ratification de l'accord signé le 30 mai
2006 au Koweït portant création de la
Société islamique de financement du
commerce (SIFC).

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
- VU la lettre n° 2007-076/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 25 octobre 2007 du
Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la
loi n° 015-2007/AN du 18 octobre 2007 portant autorisation de ratification de
l'accord signé le 30 mai 2006 au Koweït portant création de la Société
islamique de financement du commerce (SIFC) ;
- VU l'avis juridique n° 2008-002/CC du 28 février 2008 sur la conformité à la
Constitution du 02 juin 1991 de l'accord portant création de la Société
islamique de financement du commerce (SIFC). adopté le 24 juin 2005 à
Putrajaya en Malaisie ;

D E C R E T E

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 015-2007/AN du 18 octobre 2007
portant autorisation de ratification de l'accord signé le 30 mai
2006 au Koweït portant création de la Société islamique de
financement du commerce (SIFC).

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 25 mars 2008


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IVE REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 015-2007/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION DE
L'ACCORD SIGNE LE 30 MAI 2006 AU KOWEIT
PORTANT CREATION DE LA SOCIETE INTERNATIONALE
ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE (SIFC).**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007 portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 18 octobre 2007 et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier l'Accord signé le 30 mai 2006 au Koweït, portant création de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 18 octobre 2007.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président


Kanidoua NABOHO

Le Secrétaire de séance


Mihyemba Louis Armand OUALI